



LES ENVAHISSEURS MARINS & COTIERS SONT LA CIBLE D'UNE NOUVELLE ALLIANCE

Même si les eaux de lestage ont été largement montrées du doigt depuis quelques années pour leur rôle dans la propagation des espèces envahissantes, la gestion des envahisseurs marins et côtiers a généralement reçu moins d'attention que ceux des milieux d'eau douce et terrestres. Toutefois, une nouvelle alliance entre le Programme marin et côtier de la Convention sur la diversité biologique (CBD), le Programme de l'UNEP sur les mers régionales et le Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP) a récemment permis de prendre des mesures destinées à faire face à cette lacune. Par exemple, un atelier a été organisé à Montréal, en juin 2005, et une formation initiale développée sur la gestion d'envahisseurs marins et côtiers.

Formation sur les Espèces exotiques envahissantes (EEE) marines et côtières

Avec le financement de l'UNEP - les mers régionales, et en consultation avec la CBD, le GISP a conçu une formation de 8 modules sur la lutte contre les envahisseurs marins et côtiers, dans le but de l'implémenter à la fois dans les Programmes des mers régionales et le Projet de renforcement des moyens, approuvé récemment et financé par le Fonds global pour l'environnement. En préparation à cette mise en place, la formation a été donnée en novembre en collaboration avec la Convention de Nairobi et le Gouvernement de Tanzanie, et avec le financement du Programme de partenariat de la Banque des Pays-Bas.



La formation a été ouverte par M. Richard S. Muyungi qui représentait le gouvernement tanzanien.

La formation était ouverte aux représentants de tous les états membres de la Convention de Nairobi (les Comores, le Kenya, Madagascar, l'île Maurice, le Mozambique, la Réunion/France, les Seychelles, la Somalie, l'Afrique du Sud et la Tanzanie). Elle a duré 4 jours, et les participants étaient les managers de zones côtières, les managers de zones protégées, les pêcheries, les officiels gérant les ressources naturelles, les autorités portuaires, ainsi que certaines ONG.



Les participants rencontrent les membres d'une coopérative d'algues locale.



DU BUREAU DE LA DIRECTRICE

Les écosystèmes et les ressources naturelles qu'ils génèrent fournissent aux humains ce dont ils ont besoin pour vivre. Et tandis que ceux qui vivent dans les grandes villes tendent à s'éloigner de cette réalité que nous avons souvent oubliée, les communautés rurales, elles, y sont

confrontées quotidiennement. Cette dépendance directe aux ressources qui les entourent rend aussi les gens des campagnes vulnérables aux impacts négatifs que les changements environnementaux infligent aux ressources, y compris ceux qui ont été provoqués par l'introduction d'espèces étrangères, devenues par la suite envahissantes.

Bien sûr, ce n'est pas toutes les espèces introduites qui deviennent envahissantes. De plus, même les espèces envahissantes peuvent avoir leurs avantages; après tout, celles qui sont introduites délibérément le sont afin de fournir des bénéfices substantiels comme de la nourriture, du combustible, des fibres etc. Ce qu'il faut se demander pourtant, c'est si les bénéfices pèsent plus lourd que les coûts, pas seulement à court-terme, mais dans la durée, et si on peut vraiment prévoir cela à l'avance.

Un aspect intéressant a émergé d'un travail récent initié par le GISP sur les impacts des espèces envahissantes sur les modes de vie ruraux. Il est apparu que même là où les espèces envahissantes sont utilisées comme ressources, elles sont rarement perçues comme un bénéfice par la communauté entière et, par conséquent, ont le potentiel de créer un conflit. Par exemple, dans une communauté étudiée dans la région du Cap Oriental, en Afrique du Sud, ceux avec du bétail considèrent les figes de Barbarie (*Opuntia*

ficus-indica) comme problématiques car elles réduisent la surface de terre disponible pour les pâturages. D'autres les considèrent comme une source de nourriture saisonnière et/ou comme un revenu. Dans la même région, de nombreux foyers utilisent le bois d'acacia (*Acacia mearnsii*) comme combustible de chauffage, comme matériel de construction et comme barrières. Mais l'acacia constitue aussi une couverture pratique pour les criminels, et de nombreuses attaques de femmes et d'enfants, agressés et même violés, sur leur chemin vers la rivière où ils se lavaient ou prenaient de l'eau ont été rapportées.

A une échelle légèrement différente, l'industrie du saumon introduit au Chili, en plein essor, a amené des bénéfices économiques à certains, mais a réduit la disponibilité des espèces-clés indigènes pour les petits pêcheurs. Les déchets provenant de fermes à saumons ont aussi affecté les algues et les populations de coquillages, qui sont traditionnellement une source de revenus pour les femmes. Les communautés rurales, qui, dans le passé, s'appuyaient sur une agriculture basée sur la famille et la pêche artisanale, sont dans de nombreux cas, désormais, des employés mal payés qui n'ont plus aucune sécurité de l'emploi.

Ces exemples soulignent, je l'espère, la grande complexité des ramifications de l'introduction des espèces étrangères dans des économies rurales; qui rend presque impossible la conduite d'analyses indiscutables sur les coûts et les bénéfices des EEE, et qui soutient l'argument, déjà solide, qui veut que la précaution prévale.

Dr Lynn Jackson

Directeur: GISP Secrétariat

Un nouveau domicile pour le GISP



En août, le secrétariat du GISP a emménagé dans de magnifiques bureaux dans le tout récent Centre pour la protection de la biodiversité à Kirstenbosch. Le centre a été construit grâce à un don à SANBI d'un million de livres sterling, de la part de la Fondation Rufford Maurice

Laing au Royaume Uni. Les nouveaux bâtiments accueillent diverses autres organisations partenaires de SANBI, comme l'Unité de protection de la société botanique du Cap, le Plan d'action pour les habitants et l'environnement du Cap (CAPE), le Projet de protection internationale de l'écosystème du Karoo (SKEP), et le quartier général de la Commission de survie des espèces de l'UICN.





Un des moments forts a été une excursion à Bagamoyo – qui était la capitale de la Tanzanie, à l’origine, et qui se trouve à environ 70 kilomètres au nord de Dar es Salaam. Là, le groupe a rencontré des représentants d’une coopérative d’algues locale qui cultivent de *l’Eucheuma* (cottoni) amenée des Philippines. Le groupe a aussi inspecté des bateaux pour voir s’ils avaient été victimes de contaminations biologiques, et a visité un marais salant fréquenté par des échassiers migrateurs.

La formation a été très bien reçue même s’il y a eu des suggestions pour l’améliorer, et des requêtes pour qu’elle soit traduite en d’autres langues et redonnée à un niveau national. Plus d’informations à ce sujet et sur d’autres formations peuvent être obtenues au Secrétariat du GISP.

Programme conjoint de travail global

L’atelier de Montréal a été organisé en réponse à la décision de la COP VI/23, paragraphe 26(e), qui demandait que le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le GISP et d’autres organisations concernées, développent un programme conjoint de travail sur les espèces exotiques envahissantes (EEE). En parallèle, l’activité (a) sous l’objectif opérationnel 5.2 du programme de travail de la CBD sur la biodiversité marine et côtière (décision VII/5, annexe I) fait référence au développement d’une action coopérative internationale destinée à s’attaquer aux obstacles à la gestion des envahisseurs marins et côtiers, en particulier des problèmes techniques liés à l’identification et le contrôle des invasions marines. Les objectifs spécifiques de l’atelier consistaient à juger précisément des actions qui existent contre les envahisseurs marins, d’identifier des lacunes, et de proposer des actions qui formeront la base des efforts de collaboration futurs parmi les organisations. L’atelier était destiné à parer et à développer sur les problèmes légaux identifiés dans le meeting AHTEG qui s’est tenu en mai 2005 à Auckland au sujet des lacunes et des illogismes dans le cadre de travail des EEE.



Les participants à l’atelier étaient le Secrétariat de la CBD, l’IPPC, le Programme des mers régionales de l’UNEP, MAP, SPREP, ROPME, le Programme environnement des Caraïbes, TNC, l’UICN, Bionet International, le GISP et de nombreux experts. Et en dépit de l’absence de certaines organisations clés, l’atelier a généré des débats enthousiastes et vigoureux. Après les présentations du premier jour, les groupes de travail se sont intéressés à la prévention des introductions intentionnelles et non-intentionnelles, la gestion post-frontalière, et aux problèmes de pointe, y compris le renforcement des moyens, la prise de conscience du public, le partage d’information, la recherche et le financement. Avec l’entrée en force de la Convention sur les eaux de lestage apparemment distante de quelques années encore, le manque de régulations internationales contraignantes reste une priorité sur tous les chemins et les voies de pénétration. Et clairement, il est tout à fait nécessaire d’éveiller les consciences, et de renforcer les moyens autour de la gestion des envahisseurs marins en général. Toutefois, la plus grosse lacune semble être au sujet de la nature polluée, où, à part quelques initiatives au niveau national, relativement peu est fait.

Le rapport sur l’atelier, et le brouillon du plan d’action, a été distribué en tant que document SBSTTA, et est disponible à partir du site Internet de la CBD sous la référence UNEP/CBD/SBSTTA/11/INF/10. Même si les activités proposées n’ont pas été nécessairement adoptées de manière formelle par les différentes agences responsables, le document est supposé constituer la base des discussions en cours entre les agences concernées.

Atteindre le 10ème but de la Stratégie globale pour la conservation des plantes

En avril 2002, lors de son 6ème meeting à La Haye, la Conférence des parties de la Convention sur la biodiversité (CBD) s'est engagée à contrer la perte de diversité des plantes en adoptant la Stratégie globale pour leur conservation. La Stratégie fournit un cadre de travail qui facilite l'harmonie entre les initiatives existantes destinées à la conservation des plantes, pour identifier des lacunes là où de nouvelles initiatives sont nécessaires, et pour promouvoir la mobilisation des ressources nécessaires. Elle ne s'intéresse pas seulement à la conservation de la diversité des plantes, mais aussi à des aspects comme l'utilisation durable, le partage des bénéfices, et le renforcement des moyens.



Photo Access

La Stratégie est constituée de 16 buts tous orientés sur le résultat global à être atteint en 2010. Le But 10 traite des envahisseurs et se définit ainsi: **“Mettre en place des plans de gestion pour au moins 100 grandes espèces d’envahisseurs qui menacent les plantes, les communautés de plantes et les habitats et écosystèmes associés”**.

En 2004, le secrétariat de la CBD a demandé au Programme global sur les espèces envahissantes (GISP) de mener la mise en place du But 10, en commençant par des consultations avec les différents acteurs, afin d'identifier les principaux envahisseurs menaçant la diversité des plantes. Une consultation électronique initiale s'est faite en juillet et août 2004. Cette consultation comprenait une description des faits sur Internet, un questionnaire envoyé par email aux différents concernés, et un débat sur un forum online avec modérateur. Toutefois, la consultation n'a motivé qu'une participation réduite, et surtout une très mauvaise représentation des pays. De plus, elle n'a pas réussi à produire une liste des espèces envahissantes principales même si elle fit avancer les sous-objectifs, les étapes et les indicateurs.

Le GISP a donc créé une *Equipe de travail pour le but 10* afin de progresser plus vite. Cette équipe a conçu une approche basée sur une matrice avec les écosystèmes en abscisse et les considérations clés pour la diversité des plantes en ordonnée, comme le montre le Tableau 1 ci-dessous. En d'autres mots, la liste des envahisseurs prioritaires comprend ceux connus pour être menaçants, par exemple, et les grandes étendues de plantes, les espèces sur listes rouges etc.

TABLEAU 1	Terrestre	Eau Douce	Marin/côtier	Autre, par ex, urbain
Zones prioritaires pour la biodiversité				
Zones importantes pour les plantes				
Zones protégées				
Biodiversité agricole				
Plantes avec une valeur économique				
Listes rouges				



Jacinthe d'eau *Eichhornia crassipes*

L'équipe de travail a aussi recommandé que cette approche soit mise en place à un niveau national, par des équipes d'experts nationaux, afin que des listes régionales puis une liste globale soient basées sur des priorités identifiées par des pays participants.

En 2005, afin de tester cette méthode, le GISP, en collaboration avec l'UICN, mit en place des équipes qui devaient piloter la matrice au Costa Rica, en Afrique de l'est (Kenya, Tanzanie et Ouganda), au sud de l'Amérique Latine (Argentine, Chili et Equateur), en Afrique de l'ouest (Mali, Nigeria) et au Vietnam. Même si des approches légèrement différentes furent choisies pour collecter les informations dans chaque zone d'étude, en général, on a distribué des questionnaires et organisé des ateliers d'experts nationaux. Malheureusement, dans la plupart des cas, l'effort n'aboutit pas à une liste de priorités définitives d'invasisseurs de plantes. Néanmoins, en plus de provoquer une prise de conscience sur les envahisseurs, l'exercice a eu des conséquences positives et entre autres :

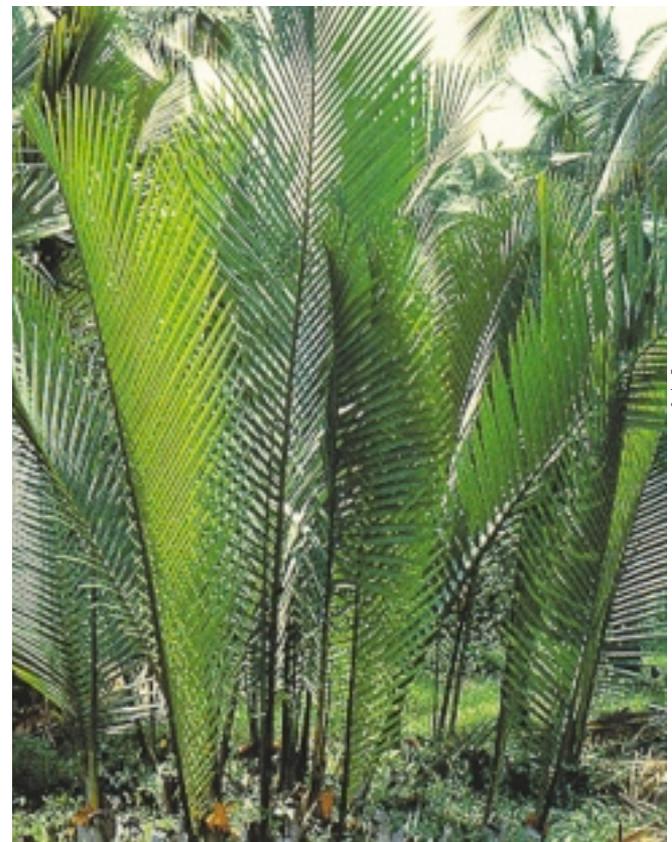
- De nombreuses suggestions sur comment améliorer l'approche de la matrice
- La mise en place de réseaux entre individus portant de l'intérêt aux EEE dans les pays et les régions concernées
- Des listes prioritaires d'invasisseurs dans certaines zones

Le Nigeria, par exemple, a produit une liste de 24 plantes envahissantes, y compris l'arbre *Gmelina arborea* – qui est considéré comme une menace à tous les écosystèmes et les espèces fragiles et qui affecte la biodiversité du Parc National de Gashaka-Gumti, le plus grand et le plus varié des parcs au Nigeria; le palmier Nypa, *Nypa fruticans*, qui a un impact sur les espèces existant dans les mangroves et leurs écosystèmes; et la jacinthe d'eau, *Eichhornia crassipes*, qui a de graves impacts sur les zones humides, y compris des zones protégées comme le Parc national du lac Kainji.

De même le Vietnam a identifié 25 espèces, dont le *Mimosa pigra*, le *Bidens pilosa* et l'*Eichhornia crassipes* qui posaient des problèmes dans divers habitats.



Mimosa géant *Mimosa pigra*



palmier Nypa *Nypa fruticans*

Quelques propositions pour l'avenir:

- 1) Réviser l'approche basée sur la matrice en considérant les recommandations des pays participants;
- 2) Développer les listes de priorités nationales en utilisant cette approche;
- 3) Développer les listes régionales basées sur les listes nationales, pour ensuite créer une liste globale.

Le Secrétariat du GISP aimerait recevoir des commentaires sur ces propositions, ainsi que des demandes de renseignements des gouvernements soucieux de se servir de la matrice pour les assister à identifier leurs espèces prioritaires.

Le Réseau de Partenariat

du GISP en Action

Bientôt le summum de la recherche pour le changement climatique et les EEE



**SOUTH AFRICAN
national
biodiversity
institute**

S A N B I

Le Groupe de recherche sur le changement global de SANBI est devenu le leader dans le projet Africain de collaboration sur le changement de climat et les EEE. Si on les sépare, ces deux aspects de changement global sont reconnus comme étant les plus sérieuses menaces à la biodiversité et à l'intégrité des écosystèmes au 21ème siècle, avec d'énormes conséquences économiques et sociales. Les interac-

tions entre le changement climatique et les espèces envahissantes sont moins évidentes, ce qui amplifie leur effet sur la biodiversité et les moyens de gagner sa vie qui y sont liés.

Le but du projet envisagé, intitulé "Biodiversité, espèces envahissantes et changements dans le climat – Prévion des impacts aggravés dans les zones vulnérables" (BISCC), est donc d'améliorer la compréhension et de renforcer la capacité des pays africains vulnérables à répondre aux impacts amplifiés par les changements climatiques globaux et les invasions biologiques sur la biodiversité, les écosystèmes et les économies.

BISCC se focalisera sur la collection, la revue critique, l'analyse des lacunes, la synthèse et l'analyse d'informations liées au changement climatique, les espèces envahissantes, l'utilisation des terres concernées et les problèmes de gestion, ainsi que leurs impacts écologiques, sociaux et économiques. Le projet transformera ces besoins ainsi que les modèles et les scénarios futurs dérivés de telles sources d'information, en outils pratiques répondant aux besoins pour le planning de ressources et la gestion.

BISCC appliquera aussi une approche analytique multi-échelle, s'appuyant sur des méthodes et des leçons apprises lors de l'Evaluation de l'écosystème du Millénum et d'autres

études liées. Le projet va mener des analyses à une échelle continentale et bio-régionale, avec un mapping et un modelage de résolution plus fine, dans des zones qui ont des données disponibles au sujet de toute une gamme d'écosystèmes et de types d'utilisation des terres.

Une demande de financement a été soumise au GEF via la Banque Mondiale pour une phase PDF-B pendant laquelle une proposition pour les cinq années entières du projet sera développée à travers le conseil avec des parties prenantes globales, régionales, et celles des pays receveurs. Plus d'informations sont disponibles auprès de Phoebe Barnard (barnard@sanbi.org).

SANBI développe un inventaire de l'expertise sur les EEE

Le Programme de soutien à la biodiversité via la communauté et le développement du sud de l'Afrique (SABSP), financé par l'UICN a chargé SANBI de :

- **Compiler une liste d'experts impliqués directement, via un circuit ou historiquement dans la gestion et le contrôle et la recherche sur les organismes des EEE végétales et animales en Afrique du Sud**
- **Assembler une bibliographie complète d'oeuvres contemporaines scientifiques ou non, publiées ou non, qui traiteraient des espèces végétales et animales d' EEE en Afrique du Sud**

Les objectifs clés de cette enquête sont d'établir un meilleur partage de l'information et une plus grande collaboration parmi les experts des EEE provenant de diverses disciplines dans le pays, et d'identifier les manques en recherche et en gestion d'après une analyse de la bibliographie. Plus d'informations sont disponibles sur le site web du SANBI www.sanbi.org.



Le premier Symposium brésilien sur les EEE co-organisé par TNC



Le premier Symposium brésilien sur les EEE s'est tenu à Brasilia du 4 au 7 octobre 2005, en présence d'environ 500 personnes. Le

Ministère de l'environnement et IBAMA, l'agence fédérale de l'environnement, ont accueilli le symposium, qui était organisé en collaboration avec The Nature Conservancy, l'Institut Horus, l'université de São Paulo, l'Université de Viçosa, Embrapa et la Fondation Oswaldo Cruz.

Le symposium a été organisé en conclusion à 18 mois d'enquête nationale sur les espèces exotiques envahissantes. Les informations générées par l'enquête ont été intégrées à une base de données développée par l'Institut Horus et l'Universidad del Sur en Argentine, avec un soutien de I3N, le Réseau d'information sur les EEE de l'ABIN.

Le Ministre de l'environnement du Brésil, Marina Silva, dans son discours inaugural, soulignait le besoin de contrôler les espèces exotiques envahissantes pour implémenter la Convention sur la diversité biologique. Silvia Ziller, responsable du I3N pour le Brésil et membre du conseil du Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP), a expliqué le contexte dans sa première présentation, en

faisant une revue sur l'impact des invasions biologiques sur la biodiversité, l'agriculture et la santé de l'homme. Les autres orateurs brésiliens étaient des experts marins liés au programme GloBallast, tandis que le Dr Sergio Zalba de l'Universidad del Sur et le responsable de I3N en Argentine attirait l'attention sur les outils existants et les systèmes d'information disponibles en Amérique du Sud grâce au réseau I3N.

Les orateurs conviés de l'étranger étaient le Dr Guy Preston et Ngcobo Nceba du Programme Working for Water (Travailler pour l'eau) d'Afrique du Sud, le Dr John Randall, directeur de l'Initiative globale sur les EEE de l'organisation The Nature Conservancy (la Conservation de la nature) et membre du conseil du GISP, et le Dr Charlie Low de l'Institut de recherche sur la forêt de Nouvelle Zélande.

Le symposium s'est refermé sur de nombreuses recommandations, sur le besoin d'avoir par exemple un cadre légal pour lutter contre les invasions, des systèmes de prévention et d'avertissement précoces, un financement pour le travail de contrôle et une recherche ciblée.

Les espèces exotiques envahissantes sont un problème neuf au Brésil, et le symposium était une étape importante dans l'éveil des consciences et exigeait une action gouvernementale.



Marina Silva



Silvia Ziller



TNC nomme un Conseiller senior de politique globale

Le Dr Stas Burgiel a récemment été nommé Conseiller senior de politique globale pour les espèces envahissantes de l'organisation The Nature Conservancy. Le Dr Burgiel rejoint le TNC après avoir travaillé pour Defenders of Wildlife (les Défenseurs de la nature), où il a travaillé en tant qu'analyste politique international. Avant cela, il a travaillé pour l'Institut international pour le développement durable, le Réseau d'action pour la biodiversité et le Projet global des forêts. Le Dr Burgiel a obtenu son doctorat à l'American university de Washington, DC.

La fonction première de sa position à TNC est de développer un agenda international d'action qui vise à empêcher et à ralentir la dissémination des invasions nocives. Le Dr Burgiel sera responsable du développement à long-terme des objectifs de la politique globale sur les EEE et des plans destinés à atteindre ces objectifs.

Les principaux domaines de travail incluent:

- Coordonner le développement d'un agenda politique global pour les EEE pour l'incorporer dans le Programme de travail sur les zones protégées existant et les prochaines deux Conventions des parties sur la biodiversité (la COP8 sur les îles et la COP9 sur les envahisseurs)
- Identifier les opportunités de financement et constituer une alliance pour promouvoir et financer l'agenda politique global contre les envahisseurs
- Identifier les chances d'incorporer des mesures de garantie contre les EEE dans les accords d'échange
- Fournir des informations et énoncer un avis pour promouvoir le développement et la mise en place de stratégies efficaces nationales contre les EEE dans au moins quatre nations sélectionnées.

Un nouveau PDG pour CABI



CABI

Le 14 novembre 2005, le Dr Trevor Nicholls est devenu le nouveau Président directeur général de CAB International (CABI).

Le Dr Nicholls a plus de 20 ans d'expérience dans l'industrie des sciences de la vie, et dernière-

ment, chez Affymetrix Inc., le leader des fournisseurs de micro-matrices d'ADN. Basé en Californie, il était responsable des ventes, du marketing, du développement de produit et de la fabrication, aidant de manière significative à la croissance de la compagnie et servant les actionnaires.

De 1997 à 2002, le Dr Nicholls était le fondateur et le PDG de Oxagen, une compagnie de science génomique clinique



reproduite à l'université d'Oxford pour identifier des cibles thérapeutiques et des marqueurs de diagnostic dans les maladies humaines les plus communes. Il a aussi travaillé pour Amersham International, McKinsey et Unilever. Britannique, le Dr Nicholls a obtenu sa licence et son doctorat en biochimie à l'université de York.

"Ce qui m'attire chez CABI, c'est le fait qu'on y puise dans ses capacités uniques pour livrer des solutions et appliquer les connaissances scientifiques à des domaines comme l'agriculture durable et l'amélioration de l'environnement. L'organisation fait déjà une différence sur des milliers de vies partout dans le monde", a déclaré le Dr Nicholls.

Extrait d'un communiqué de presse sur <http://www.cabi-publishing.org/>

Le compendium des espèces envahissantes en chemin

Le développement d'un compendium sur les EEE (ISC) est prévu pour commencer en 2006. Il s'agira d'une source de connaissance basée sur des données scientifiques extensives et multimédia pour aider à la prise de décision dans la gestion des espèces envahissantes. Le contenu scientifique sera pris chez des experts, édités à un très haut niveau, et présenté avec une technologie de l'information innovante et puissante. CABI sera responsable de la durabilité du contenu afin de s'assurer qu'il est tenu à jour et correct.

Les compendiums de CABI déjà existants – le compendium pour la protection des récoltes, le compendium de la foresterie et le compendium de la santé animale et de la production – donnent des informations détaillées sur les espèces envahissantes qui jouent un rôle dans l'agriculture, la foresterie et la santé animale, et dont on a prouvé qu'elles assistent les utilisateurs dans l'évaluation des risques et des impacts et le contrôle d'organismes potentiellement nocifs. Le compendium sur l'aquaculture qui arrive (première édition devant paraître en 2006) inclut aussi des informations sur les envahisseurs aquatiques. L'ISC développera ces informations et l'expérience gagnée dans sa compilation, afin de fournir des informations sur les espèces additionnelles, les types de données, et les outils qui aident à prendre des décisions.

Le développement des compendiums est fondé par Consortia, constitué de ministères d'Etat, d'organisations d'assistance au développement et de compagnies privées. Ce groupe international a un rôle essentiel à jouer dans le guidage et la production des compendiums. CABI est en train de rechercher des membres supplémentaires pour le Consortium de développement ISC.

Le problème des EEE a été identifié comme un sujet global prioritaire par le Consortium de développement des autres compendiums de CABI. Comme initiative indépendante, le Plan d'action national américain des espèces envahissantes inclut une action qui charge le Département d'Etat américain de l'agriculture de coopérer avec CABI pour construire un compendium des EEE. Une étude de faisabilité et une consultation d'experts en 2002 ont conclu que ce compendium est nécessaire, à la fois aux Etats-Unis et dans le monde, que sa compilation est possible et que CABI est l'organisation appropriée pour la coordonner.

Le développement est prévu en deux phases, chacune de 18 mois: la première se concentre sur les besoins de l'Amérique du Nord, et la deuxième se concentre sur le reste du monde.

Pour plus d'information sur ce sujet, merci de contacter Lucinda Charles, éditeur, programme du compendium: l.charles@cabi.org.

Groupe de spécialistes sur les espèces envahissantes (ISSG) Un point rapide sur la Base de données globale des espèces envahissantes

Par Michael Browne, Manager de la Base de données globale des espèces envahissantes de l'ISSG
Courriel: m.browne@auckland.ac.nz



La Base de données globale des espèces envahissantes (GISD) est une source d'information gratuite, on-line, et dans laquelle on peut rechercher des renseignements sur les espèces qui ont un impact négatif sur la biodiversité. La GISD vise à améliorer la connaissance du public sur les espèces envahissantes et à faciliter une prévention et une gestion efficace en disséminant le savoir et l'expérience des spécialistes à un public large et global. La base de données peut être visionnée sur le site internet du Groupe de spécialistes sur les espèces envahissantes (ISSG): <http://www.issg.org/database>.

La GISD s'internationalise rapidement. Elle a été citée dans un article du Wall Street Journal sur la pêche à la carpe le 15 février 2005 et a aussi été nommée dans le magazine National Geographic de mars 2005 (cf l'article à l'adresse : <http://magma.nationalgeographic.com/ngm/0503/feature5/index.html>).

Maj De Poorter, la coordinatrice de l'ISSG, a donné une interview à CNN en février 2005 sur la GISD; et le site de CNN inclut désormais un lien vers "les 100 espèces exotiques les plus envahissantes du monde" (<http://www.issg.org/booklet.pdf>).

La base de données reçoit habituellement une moyenne de 50 000 " clics " par jour (soit 700 visiteurs par jour). Parce qu'elle suscite tellement d'intérêt, nous aimerions atteindre une cible à moyen terme d'environ 3 000 profils d'EEE, à partir des 300 disponibles pour le moment. Les niveaux de financement actuels nous permettent de créer seulement environ 100 nouveaux profils par an. Nous avons besoin d'augmenter substantiellement cette vitesse afin de répondre aux attentes de nos visiteurs.

D'autres développements récents de la GISD comprennent des liens vers la Liste rouge et les bases de données de RAMSAR où les espèces envahissantes sont identifiées comme des menaces, et où on soutient les initiatives sur les herbes dans les écosystèmes de type méditerranéen et les EEE dans les territoires outre-mer français. Les contributions de



l'ISSG au développement du GISIN incluent le développement d'un standard d'échange pour partager des informations sur les EEE (voir le brouillon du Schéma du profil des espèces envahissantes sur <https://www.biodiv.org/doc/restricted/gisin/default.aspx> (Login: ias Mot de passe: ias2)).

Nous avons aussi partagé notre grande expérience dans la localisation et l'évaluation des informations sur les EEE provenant de nombreuses sources diverses, afin qu'elles soient utilisées par un large public international. Nous avons renouvelé notre ancien accord avec l'Infrastructure de l'information biologique nationale américaine du Geological Survey afin de revoir et de télécharger les profils d'espèces envahissantes qu'ils créent (<http://invasivespecies.nbi.gov>), et la GISD a été incluse dans le programme bilatéral pour le changement climatique Nouvelle Zélande /USA. Nous considérons ces progrès comme des preuves fermes que le travail que nous accomplissons avec la GISD est tenu en haute considération. Rien de cela ne serait possible, toutefois, sans le merveilleux soutien des membres de l'ISSG et des autres experts sur les EEE partout dans le monde qui créent ou révisent les contenus de la Base de données globale des espèces envahissantes; ils sont le vrai cerveau de la GISD.



Les cycas menacés par un parasite envahissant

Le Groupe de spécialistes de l'UICN et du SSC sur les cycas, un sous-groupe sur les parasites envahissants, a été formé en juin 2005 pour faire face à la menace émergente des parasites et des agents pathogènes qui pèsent sur les populations de cycas sauvages. Le danger le plus immédiat est la cochenille (CAS) *Aulacaspis* "Yasumatsui Takagi", connue aussi sous le nom de cochenille asiatique des cycas ou cochenille du sagoutier. Ce parasite agressif menace d'extinction deux espèces de cycas, *Cycas micronesica* au Guam et *C. taitungensis* à Taiwan, quand elles sont sauvages, et la plupart des autres espèces qui sont en sécurité habituellement sont aussi menacées désormais par le CAS.

En septembre 2005, le sous-groupe du CSG a publié un rapport et une notification d'alerte au parasite CAS pour l'accompagner, et les deux furent mis à jour en novembre. Le rapport inclut des recommandations sur la prévention, les mesures de contrôles, et des études de cas sur les apparitions de CAS.

La distribution originelle du CAS s'étend des Iles Andaman jusqu'au Vietnam, et couvre la Thaïlande et probablement le Cambodge, le Laos, la Malaisie péninsulaire, le Myanmar, l'extrême sud de la Chine et peut-être l'Inde. Le parasite se répand grâce à des plantes transportées pour la culture, avec comme principaux usagers les jardins botaniques, l'industrie du commerce des plantes et des collectionneurs privés. En petit nombre, le parasite peut être difficile à détecter sur des cycas importés car il peut se cacher dans les racines et les tiges. Toutefois, des plants très touchés ont un aspect délavé ou ont des feuilles couvertes d'une substance blanche. Le parasite absorbe la sève de manière continue et les feuilles se recroquevillent, causant par la suite la mort du plant.

La première crise causée par le CAS au dehors de sa portée habituelle s'est déclarée au Jardin botanique de Bogor, à Java, à la fin des années 80, mais à cause du peu de publicité, il

a été impossible d'éviter que le phénomène ne se reproduise dans le futur. En 1995, la seconde crise éclata dans le sud de la Floride, peut-être à cause de plantes ramassées au Vietnam. Parce que la Floride est un centre majeur de l'industrie de l'horticulture commerciale aux Etats-Unis, le parasite se répandit rapidement dans différents Etats du pays. Un troisième cas se déclara au milieu des années 90 en Chine, quand d'énormes quantités de *Cycas inermis* furent importées du Sud Vietnam pour deux jardins botaniques chinois.

Le CAS s'est, depuis, répandu dans plusieurs îles des Caraïbes, ainsi qu'à Hawaii, Hong Kong et Singapour. En 2000, on ne sait pas comment il a pénétré dans le nord de Taiwan, où il a tué 110 000 plants de cycas lors de sa première année, et en 2004, il a envahi la Réserve naturelle de cycas de Taitung dans le sud. A la fin de 2003, il a été détecté sur des cycas plantés près d'hôtels au Guam, où il se répand rapidement, menaçant la population sauvage de 1,5 million d'arbres.

La méthode la plus économique en argent et en main d'œuvre est le contrôle biologique des infestations de cochenille. Un grand nombre de coléoptères prédateurs et de guêpes parasites sont d'ailleurs déjà utilisés comme agents de biocontrôle, ou ont été identifiés comme des candidats potentiels. La coccinelle *Rhyzobius lophanthae*, originaire d'Australie, a été utilisée avec succès comme agent de biocontrôle à Hawaii, et depuis février 2005, elle a été introduite au Guam, où elle semble s'être répandue et s'implanter. Le coléoptère prédateur *Cybocephalus nipponicus*, qui s'est montré efficace en Floride aussi longtemps qu'on l'y relâchait régulièrement, a été introduit à Taiwan depuis octobre 2005.

Cet article a été réalisé à partir du rapport du sous-groupe du CSG sur les parasites envahissants et les recommandations sur le CAS. Le rapport complet et la notification d'alerte au parasite peuvent être téléchargés sur : <http://www.iucn.org/themes/ssc/sgs/csg/pages/CAS.htm>. Des informations complémentaires peuvent être obtenues sur la Base de données globale sur les espèces envahissantes: <http://www.issg.org/database>

CI-DESSOUS: des *Cycas micronesica* morts et mourants, infestés de CAS, à Tarague, Guam. Photo: Ann Brooke, US Fish and Wildlife Service ENCADRE: Un *Cycas revoluta* infesté de CAS. Photo: Holly Glen



Une gestion par la communauté: le *Prosopis juliflora* envahissant en Egypte

Un article par un invité; Usama F.Ghazaly, ranger de la zone protégée d'Elba, Egypte



CI-DESSUS: Les communautés locales contrôlent le prosopis

GAUCHE: Un *Prosopis juliflora* dans la zone protégée de l'Elba

Le *Prosopis juliflora* est l'envahisseur le plus sérieux dans le sud-est de l'Égypte. Introduite dans cette zone par la communauté locale de la région Halaib dans les années 80 dans des buts d'agroforesterie et pour les mines à charbon, elle s'est par la suite très rapidement disséminée, surtout après une période de grosses pluies en 1996. Le succès de l'espèce prosopis comme envahisseur est attribuable en grande partie au nombre immense de graines produites, environ 60 millions par hectare par an selon certaines références, et l'eau qui joue un rôle majeur dans leur dissémination, en particulier pendant les inondations.

A une échelle plus locale, le bétail disperse aussi les graines, car il se nourrit des gousses. Dans ce cas, les chameaux se déplaçant le long de la frontière entre l'Égypte et le Soudan ont aidé à répandre les graines sur plus de 1000 km². Dans cette zone, il y a trois populations de prosopis principales, mais la plupart des envahisseurs sont concentrés dans la région du Halaib.

La zone d'invasion se trouve à l'intérieur de la zone protégée la plus grande et la plus importante d'Égypte, la Zone protégée de l'Elba (ZP) qui a une surface d'environ 35 600 km². Elle contient une incroyable variété d'habitats et de types de paysages, allant de la barrière de corail aux habitats de montagne, et elle abrite une flore et une faune

très riche: au moins 27 espèces de mammifères, 38 espèces de reptiles et d'amphibiens, et quelque 60 espèces d'oiseaux reproducteurs. De plus, la région est située sur d'importantes routes pour les oiseaux migrateurs, ce qui compte surtout pour les oiseaux de proie.

Un des repères les plus évidents de la zone est la montagne de Gebel Elba. Parce qu'elle est très proche de la mer, et qu'elle subit les vents humides du nord-est, Gebel Elba bénéficie de plus de précipitations que d'autres montagnes de la Mer Rouge. Le sommet est un "oasis de brume", où on trouve beaucoup de précipitations, sous la forme de rosée, de brume et de nuages, créant ainsi un écosystème unique et rare qu'on ne trouve pas ailleurs dans le pays. En fait, Gebel Elba est un "haut-lieu de la biodiversité", avec une diversité biologique sans parallèle dans les autres environnements terrestres d'Égypte. La relative abondance d'humidité aide à y trouver une flore d'environ 458 espèces, soit presque 25% des espèces de plantes enregistrées pour le pays entier. Beaucoup de ces espèces afro-tropicales ont pour limite au nord la montagne de Gebel Elba, et la barrière touffue d'acacias et d'autres buissons qui représente les seuls bois naturels d'Égypte.

Le prosopis représente une menace à la biodiversité de la ZP d'Elba et a un impact négatif sur le fonctionnement de l'écosystème et l'hydrologie. Elle a aussi un effet secondaire: ses buissons touffus ont fait se déplacer le bétail, qui est allé brouter dans d'autres parties de la ZP, qui ont ainsi été mises sous pression. L'espèce s'est répandue dans tous les habitats, des marécages salés sur la côte de la Mer Rouge à l'est, jusqu'aux plaines désertes à l'ouest, et elle représente environ 40% de la communauté végétale de la zone de Halaib.

Un monitoring du prosopis a été effectué en 2004, après quoi les rangers de la ZP de l'Elba ont mis en place un programme de contrôle avec la participation de la communauté locale. A ce jour, seules des méthodes mécaniques ont été utilisées: les arbres ont été coupés et le reste des tiges et des racines brûlé. On continue à assurer un suivi et des techniques GIS sont utilisées pour l'observation de la zone envahie. Ces efforts sont considérés comme une solution temporaire, qui va au moins aider à conserver les ressources naturelles jusqu'à ce qu'on ait identifié une meilleure méthode d'exploiter cette espèce dans le cadre d'une approche de gestion durable et intégrée.

Gagner sa vie en milieu rural en dépit des espèces envahissantes

Le projet du GISP examine l'impact des espèces envahissantes sur les communautés pauvres et rurales des pays en voie de développement

Les économies des pays en voie de développement s'appuient normalement lourdement sur l'agriculture, la foresterie et les élevages de poisson. Dans le même temps, ces secteurs sont particulièrement vulnérables aux impacts des espèces envahissantes, qui peuvent réduire les quantités (le rendement) ou la qualité (la valeur) de la production. Les EEE peuvent aussi en augmenter les coûts, en rendant nécessaire la mise en place de mesures pour les prévenir ou les contrôler. Cette combinaison de facteurs fait que les impacts des EEE sont ressentis plus fortement dans les pays en voie de développement que dans les pays développés. En Inde, par exemple, les coûts annuels attribués au contrôle des espèces envahissantes et leurs dommages sont estimés à 20% du PIB en 1999, par rapport à moins de 1% aux USA (Pimental et al. 2001). Le problème est exacerbé par le fait que la plupart des pays en voie de développement n'ont pas les ressources pour protéger leurs frontières efficacement, et sont donc aussi plus vulnérables aux bio-invasions.

Des études sur les impacts économiques des espèces envahissantes ont souvent été effectuées au niveau macro-économique avec des estimations de coûts annuels alarmantes; par exemple, 13 milliards de US\$ en Australie, 50 milliards de US\$ au Brésil, et 143 milliards de US\$ aux Etats-Unis. A l'intérieur des pays, toutefois, c'est en général les communautés rurales dont les revenus sont basés sur l'agriculture, la foresterie et l'industrie de la pêche qui sont le plus à risques, plutôt que les habitants des zones urbaines et/ ou riches, qui

ont tendance à être protégés des réductions de ressources naturelles par leur accès croissant à des ressources alternatives et leur pouvoir d'achat plus grand. C'est particulièrement le cas dans les pays en voie de développement, où la majorité des ruraux sont pauvres et largement dépendants de produits biologiquement divers pour leur nourriture, leur combustible et leur matériel de construction. En Afrique par exemple, l'agriculture soutient 80 % de la population en zones rurales, y compris la majorité des plus pauvres et des mal nourris. Les espèces envahissantes, comme le cochenille de la cassave et les aiguilloniers, à qui on a attribué des pertes jusqu'à 80 % de la nourriture de base, ont donc des effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire.

Dans le but de mieux comprendre le vrai impact socio-économique des espèces envahissantes, le GISP a récemment lancé un projet de recherche sur les effets des infestations des espèces envahissantes sur les moyens d'existence, avec un focus sur les communautés rurales pauvres. Le projet se sert de techniques variées pour rassembler des preuves qualitatives et illustrées de tels effets dans des communautés partout dans le monde. Entre autres, il est vite apparu que les effets des espèces envahissantes sur les gagne-pain ruraux sont complexes et variés. L'équipe de recherche de McGarry et al. a donc conçu un cadre de travail conceptuel pour assister le processus. Le cadre de travail identifie quatre types génériques d'espèces envahissantes, comme le montre le tableau ci-dessous.

		Agressivité	
		Faible	Haute
Traits positifs	Faible	<p>Espèce indésirable, docile</p> <p>L'espèce a un impact négligeable ou faible sur les habitants de zone rurale, parce que son pouvoir d'invasion est bas. Donc elle est facilement contrôlée, bien qu'un tel contrôle représente bien un coût. Il n'y a pour le moment aucun usage direct ou indirect connu.</p>	<p>Espèce indésirable, agressive</p> <p>L'espèce a des bénéfices directs ou indirects limités pour les gens. Elle envahit rapidement, et est très souvent difficile à contrôler. Les impacts sur les gagne-pains ruraux seront plus sévères dans les phases ultérieures de l'invasion. Les communautés rurales sont fréquemment incapables de contrôler l'espèce sans aide externe.</p>
	Haute	<p>Espèce utile, docile</p> <p>Pas très envahissante, l'espèce est facile à gérer. On peut en tirer des bénéfices, afin que les gens des zones rurales avec des options pour gagner leur vie puissent l'exploiter pour un bénéfice maximum. Une telle exploitation sera suffisante pour la garder sous contrôle dans la plupart des cas.</p>	<p>Espèce utile et agressive</p> <p>L'espèce envahit les habitats rapidement et risque d'être difficile à contrôler. Elle est utile à la société envahie et donc il y a résistance à sa destruction totale. La récolte faite par des communautés dépendantes est une mesure de contrôle inadéquate, donc sa quantité et les coûts écologiques parallèles augmentent avec le temps.</p>



Les études de cas qui ressortent de ce projet ont été prises en compte selon ces catégories. Par exemple, une étude de cas se penche sur l'impact de l'herbe *Chromolaena odorata* au Swaziland, où près de 70% de la population dépend de l'agriculture pour subsister. On a trouvé que l'herbe avait des effets négatifs pour les fermiers car elle réduit la surface des terres arables et des pâturages, et qu'elle limite la disponibilité de l'eau pour l'irrigation des récoltes. L'invasion par la *Chromolaena* a aussi eu des conséquences sur les guérisseurs traditionnels, qui rapportent des difficultés à ramasser les plantes médicinales dans les zones envahies. Et une plantation commerciale de la région du Highveld a dû mettre en place une vaporisation chimique coûteuse pour contrôler l'implantation de l'herbe. Tous ces impacts se traduisent par une perte de revenus, d'emplois, et de sécurité alimentaire dans une région qui se bat déjà contre ses hauts niveaux de pauvreté et de VIH-SIDA. L'étude n'ayant trouvé aucun avantage à cette herbe pour les communautés rurales, la *Chromolaena* est clairement un exemple d'une espèce indésirable et agressive.



Au contraire, l'étude du cas de la *Lantana camara*, qui est considérée comme une des espèces exotiques les plus envahissantes au monde, a révélé qu'elle est utilisée en Inde comme haie, comme source de papier, de combustible, de médecine traditionnelle, et sert même à fabriquer des paniers et des meubles. La plante peut donc être classifiée comme utile mais agressive, selon le cadre défini par McGarry et al.

L'invasion par la *Lantana* provoque des changements significatifs dans la structure et la fonction des forêts car elle gêne des processus potentiels de succession, causant des interférences avec les régimes de feu et la pollinisation, et déplaçant la flore et faune locale. Toutefois, ces dernières années, plusieurs communautés locales ont commencé à utiliser la *Lantana* comme base, à la place du bambou et du rotin, qui sont au bord de l'extinction à cause de trop

d'arrachage. Le fait d'encourager les gens à utiliser la *Lantana* de cette manière non seulement réduit la pression sur les plantes indigènes, mais fournit aussi des options susceptibles d'améliorer les revenus ruraux. Les récoltes à large échelle risquent même d'aider à contrôler la dissémination des espèces, et de permettre à la biodiversité indigène de se régénérer et de se refaire.

Il est important de noter qu'une EEE présentant des avantages pour un groupe rural de personnes peut aussi avoir des conséquences négatives sur un autre. En Afrique du Sud, au Cap Oriental, par exemple, le figuier de Barbarie *Opuntia ficus-indica* constitue une source de nourriture et de revenus pour les communautés pauvres locales, mais impacte négativement la subsistance des fermiers en réduisant la capacité de la terre pour le bétail. De telles complexités doivent être prises en considération dans les stratégies de développement examinant le meilleur moyen de s'attaquer au problème des espèces envahissantes dans les pays en voie de développement.

En conclusion, il est clair que dans de nombreux cas, les communautés se sont adaptées à la présence des espèces envahissantes, jusqu'à devenir dépendants d'elles pour la nourriture, le matériel de construction, le combustible, et même la médecine traditionnelle. D'un autre côté, il est rare que la communauté entière bénéficie de ces espèces, avec pour résultat que leur présence a le potentiel de générer des conflits. De plus, il est nécessaire d'avoir une perspective à long- terme sur le problème; à la fois au sujet de ce que les stratégies pour gagner sa vie étaient avant l'arrivée des espèces envahissantes, et ce que ces dernières signifient pour le futur.

Pimentel D, McNair S, Janecka S, Wightman J, Simmonds C, O'Connell C, Wong E, Russel L, Zern J, Aquino T & Tsomondo T, 2001. Economic and environmental threats of alien plant, animal and microbe invasions, *Agriculture, Ecosystems and Environment* 84: 1-20.

McGarry D, Shackleton CM, Fourie S, Gambiza J, Shackleton SE & Fabricius CF, 2005. A rapid assessment of the effects of invasive species on human livelihoods, especially of the rural poor. Rapport. Rhodes University, Afrique du Sud.

Les Nouvelles de l'invasion mondiale

ÉTATS UNIS

Les pythons envahissent les Everglades en Floride

Pendant des décennies, des pythons de Birmanie utilisés comme animaux de compagnie ont été rejetés dans le Parc national des Everglades en Floride. On trouve ces serpents dociles dans de nombreuses boutiques d'animaux en Floride, et dans les foires aux reptiles, ils se vendent à moins de 20 dollars pièce. Des centaines de constricteurs, qui peuvent mesurer jusqu'à 6 mètres et peser plus de 90 kilos, sont en train de se reproduire dans les zones humides de Floride. En quatre ans, plus de 230 ont été découverts dans le parc. En un jour de 2004, un travailleur qui coupait de l'herbe à la frontière du parc en a vu cinq, tous entre 2 et 3 mètres de longueur.

Les experts de la vie sauvage déclarent qu'il est trop tôt pour dire si les serpents ont un impact quelconque sur les espèces indigènes des Everglades, mais il y a des risques que les pythons commencent à se nourrir d'oiseaux qui ne seraient pas habitués à ce grimpeur d'arbres nocturne. Le contenu de l'estomac de pythons capturés ou écrasés sur la route montre qu'ils mangent fréquemment de petits mammifères, comme les lapins, les ragondins, les écureuils gris et les opossums. Toutefois, on a aussi trouvé un python mort de 4 mètres de long avec un alligator de 2 m partiellement digéré qui sortait de son estomac déchiré, ce qui suggérerait que l'invasisseur vise à devenir le plus grand prédateur des Everglades.

En décembre, les scientifiques ont planifié de capturer, marquer et relâcher plusieurs pythons avec des systèmes de repérage radio afin que les travailleurs du parc puissent savoir où concentrer leurs efforts de contrôle.

Extrait d'articles dans les Nouvelles du National geographic, <http://news.nationalgeographic.com/news>



Calvin J. Hamilton

CHINE

Le groupe de travail de l'APEC sur les Espèce exotiques envahissantes

Le Forum économique de coopération Asie- Pacifique (APEC) est un organe régional qui s'occupe de faciliter les échanges et le développement économique parmi les membres de la frange du Pacifique. Les espèces exotiques envahissantes sont reconnues comme freinant les échanges et le développement économique, avec pour résultat d'être devenues la cible des observations de plusieurs groupes de travail de l'APEC. En fait, 13 ateliers se concentrant sur des sujets liés aux EEE ont été organisés par différents groupes de travail depuis 2000.

En septembre 2005, l'atelier de l'APEC sur les EEE s'est tenu à Pékin en Chine pour développer une stratégie générale et un plan d'action efficace sur les espèces envahissantes. Les 150 participants au groupe de travail, co-sponsorisé par le ministère de l'agriculture de Chine et le Département d'Etat des USA, a reconnu le besoin d'un mécanisme qui coordonne et évalue la mise en place des projets EEE communs à

NOUVELLE ZELANDE

On recherche l'ascidie envahissante

En octobre 2005, suite à la découverte de l'ascidie envahissante *Styela clava* dans le Golfe de Hauraki à



www.investives.biz

Auckland, et dans le port de Lyttelton à Christchurch, Biosecurity New Zealand a lancé un programme de surveillance national pour évaluer la dissémination de cette espèce. De la famille des tuniciers, ce mangeur de plancton filtré, en forme d'outre et ayant l'aspect du cuir, vient de Corée, mais s'est répandu dans beaucoup d'autres régions du monde en s'attachant sur les coques de bateaux et dans les eaux de lestage. Dans les zones qu'elle a envahies, l'ascidie menace la biodiversité car elle prend l'espace et la nourriture d'autres invertébrés filtreurs de plancton. Elle a aussi un impact sur l'industrie de l'aquaculture en s'installant sur les lignes de coquillages et en étouffant les moules et les huîtres. Elle se reproduit extrêmement vite et on cherche encore des manières durables de la contrôler ou de l'éradiquer.

L'Institut national de la recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA) a assuré la surveillance pour Biosecurity New Zealand, en se focalisant sur les sites considérés comme ceux les plus à risques parce qu'ils se trouvent près des infestations connues, accueillent un grand nombre de mouvements de bateaux à partir d'endroits où se trouve l'ascidie, ou ont des fermes d'aquaculture ou des zones riches en biodiversité dans les alentours. L'invasisseur a été rapidement rapporté présent dans les fermes à coquillages sur l'île de Waiheke et tout le long de la péninsule de Coromandel, ce qui est inquiétant, car il menace l'industrie de la moule de Nouvelle Zélande qui génère 140 millions de US\$.

En même temps, Biosecurity New Zealand a lancé une grande campagne pour éveiller les consciences, et demande au public de garder les yeux ouverts pour détecter toute apparition d'ascidie et de rapporter toute découverte suspecte. Les utilisateurs d'engins aquatiques ont été invités à prendre leurs responsabilités et à garder la coque de leur bateau et leur équipement nets de toute pollution afin de diminuer la dissémination de l'invasisseur.

Pour plus d'informations et des mises à jour régulières, visitez <http://www.biosecurity.govt.nz/seasquirt>

différents groupes de travail de l'APEC.

Il a été recommandé d'harmoniser les systèmes de régulations des pays membres de l'APEC en résumant les directives de législation, en soulignant les meilleures pratiques, et en augmentant la capacité technologique d'améliorer la prévention, la détection, le contrôle et la gestion des EEE, y compris des évaluations de risque. D'autres thèmes se concentrent sur le partage d'information, la prise de conscience du public et son éducation, le respect et la conformité.

Les recommandations du groupe de travail ont par la suite été approuvées au 17ème meeting de des Ministres de l'APEC qui s'est tenu en Corée en novembre.

Plus d'informations sur l'atelier peuvent être obtenues sur <http://www.apecias.cn/final.doc>

KENYA

Un système d'avertissement précoce pour la grippe aviaire

Un système d'avertissement précoce pour la grippe aviaire qui serait capable d'alerter les pays et les communautés de l'arrivée d'oiseaux sauvages potentiellement infectés doit être développé par la Convention sur les espèces migratoires (CMS), avec le soutien et le financement du Programme des Nations unies sur l'environnement (UNEP).

Le système sera conçu pour alerter les autorités des différents continents que des oiseaux d'eau migratoires sont en route. Des cartes spéciales doivent être améliorées pour chaque pays, signalant les endroits comme les lacs, les marais, et d'autres zones humides où les oiseaux sont susceptibles d'aller.

Armées de telles informations, les institutions locales s'occupant de santé et d'environnement seront mieux capables de prioriser leur planning et leur réponse. Par exemple, on pourrait recommander aux fermiers de déplacer leurs volailles loin des zones humides, afin de minimiser le contact avec les oiseaux migratoires.

Les détails au sujet du système d'avertissement ont été présentés à la huitième conférence des parties au CMS, qui s'est passé à Nairobi, au Kenya, du 21 au 25 novembre 2005.

Extrait d'un communiqué de presse sur le site de l'UNEP, <http://www.unep.org/>
Plus d'informations sur la conférence CNS se trouvent sur <http://www.cms.int>



Photo Access

AUSTRALIE

Les Magiciens des herbes et les balaiminateurs

Touchés de toute évidence par le virus Harry Potter, des chercheurs du CRC pour la Gestion australienne des herbes se sont penchés sur la magie dans leurs efforts pour réduire les réserves de graines dans le sol. Il y eut d'abord le "Magicien herbe", un outil facile d'utilisation destiné à coordonner la gestion de différentes graines d'herbe. Une fois qu'il a aidé à déterminer les quantités, l'âge, les lieux et le potentiel de germination des graines dans le sol, le Magicien va produire des stratégies de gestion pour aider différentes espèces de graines dans le sol à être utilisées le plus efficacement possible.

Le Magicien va être lié à un logiciel d'enregistrement des champs disponibles, utilisant les données que le fermier enregistre au sujet du champ, des décisions de gestion comme le plantage des récoltes, le taux de production de graines, le tillage, la pâture, les herbicides, la rendement de la récolte, ainsi que les densités et la biologie des graines de différentes sortes, et les facteurs climatiques comme les précipitations et la température. L'équipe des herbes du CRC espère avoir une version disponible pour être testée en 2006, et une version commerciale dans les trois ans.

Le deuxième tour de magie du CRC s'appelle le "Balaiminateur", un énorme spray en forme de manche à balai utilisé pour baigner le sol d'un herbicide naturel capable tuer les graines du genêt, *Orobanche ramosa*. Cette herbe est considérée comme un des pires parasites du monde pour les récoltes de légumes comme les carottes, les choux, les haricots et les lentilles. Une seule plante produit jusqu'à 500 000 graines par saison et celles-ci peuvent rester en veille jusqu'à 15 ans. L'espèce a jusqu'à présent seulement posé un orteil en Australie, mais grâce aux conditions saisonnières idéales, elle vient de faire surface à de nouveaux endroits dans la région de Murray, dans le sud de l'Australie.

Du bromure de méthyle a été récemment utilisé avec succès pour fumiger des apparitions isolées de genêts, mais ce produit chimique n'est plus désormais utilisé en agriculture parce qu'il menace la couche d'ozone. Le Balaiminateur de 10 000 litres diffuse plutôt un dérivé d'herbicide vendu sous le nom de Interceptor=AE, et fait d'extraits naturels de huile de pin.

Pour plus d'informations, allez sur le site du CRC sur <http://www.weeds.crc.org.au>



www.benowas.eu

AUSTRALIE

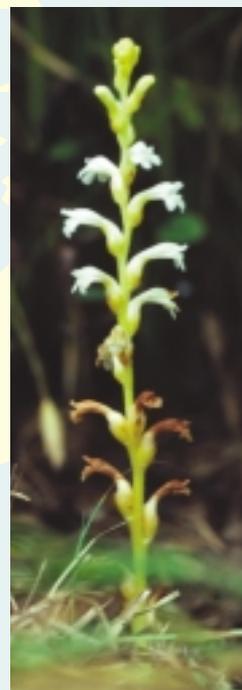
Pas de contraception pour les lapins et les renards

Les scientifiques australiens ont abandonné leurs efforts pour développer un vaccin contraceptif pour les lapins et les renards, parce qu'ils ne semblent pas arriver à assez de résultats après 10 ans. Le Dr Tony Peacock, président directeur général du CRC Animaux envahissants a déclaré que la résistance à la modification génétique de la part de l'industrie liée à la pâture a aussi joué un rôle dans la décision d'interrompre le travail sur la contraception. Il y avait de grands espoirs de réussir à créer un vaccin contraceptif administré via le virus myxome pour les lapins et via des appâts non-toxiques pour les renards, mais cette approche n'a pas assez bien marché pour justifier les millions nécessaires à la poursuite du projet.

A la place, l'objectif des recherches se tournera vers le lapin calicivirus, introduit en 1995, et vers de meilleures méthodes d'appâter les renards. Le calicivirus a été efficace dans certaines régions du pays mais n'a pas réussi à faire une vraie différence dans d'autres, et le CRC veut examiner comment son impact peut devenir plus uniforme.

Le CRC prévoit de continuer ses efforts pour développer une approche contraceptive pour les souris, toutefois, car dans ce cas, les résultats ont été plus probants, et la recherche est mieux acceptée par l'industrie du grain.

Extrait d'un article sur ABC Science Online, <http://www.abc.net.au/science/news/stories/s1520985.htm>



USDA APHIS Archives, USDA APHIS, www.forestimages.org

Tour des îles



www.invasives.org

Le projet de restauration Viwa décolle

Une partie du projet lancé par l'Université du Pacifique sud en novembre inclut l'éradication des animaux envahisseurs sur la minuscule île de Viwa, aux Fiji. Le Projet de restauration Viwa sera le premier projet de cet ordre à être lancé aux Fiji. Avec une surface de 60 hectares seulement, et une population de 104 âmes, l'île est considérée comme un site idéal pour essayer de provoquer une prise de conscience, pour arriver à éduquer la communauté et faire de la recherche. Viwa a aussi le potentiel de devenir une destination importante pour l'écotourisme, ce qui pourrait fournir des revenus durables à la communauté.

La première phase du projet se focalisera sur l'éradication des rats du Pacifique et des chats et chiens sauvages, grâce à l'utilisation de points d'appâts, de pièges et de talkies-walkies. Une fois que ce but sera atteint, l'accent sera mis sur l'éradication des crapauds géants, afin de protéger la grenouille de terre fidjienne *Platymantis vitanus*. Non seulement les crapauds les mangent, mais ils leur prennent la nourriture.

Ce projet a été financé par le Fond de partenariat des écosystèmes critiques (CEPF) et le Programme australien naturel régional (RNHP). Il fait partie d'un plus grand programme, l'Initiative des envahisseurs du Pacifique, coordonné par l'ISSG, basé en Nouvelle Zélande. Le programme PII s'efforce d'éveiller les consciences sur les EEE et leurs impacts négatifs sur la biodiversité et les revenus des habitants, et de développer des moyens de les gérer efficacement.

Extrait de presse de l'Université du Pacifique, <http://www.usp.ac.fj/news/story.php?id=99>. Plus d'informations sur l'initiative des envahisseurs du Pacifique peuvent être trouvées sur <http://www.issg.org/index.html>

Le rat le plus célèbre du monde



Working for Water

Les journaux et les sites Internet du monde entier ont adoré l'histoire de Razza le rat, en octobre, après qu'il soit apparu comme une "nouvelle en bref" dans le journal *Nature*. Le rat brun (ou norvégien) a été doté d'un appareil de radio et relâché sur l'île Néo-Zélandaise non habitée et sans rat Motuoropapa pour tester comment un rat seul, étranger à une île,

pourrait échapper aux techniques d'éradication conventionnelles. Pendant 10 semaines, Razza a réussi à échapper aux innombrables pièges et aux appâts empoisonnés ainsi qu'à deux chiens renifleurs. Les chercheurs ont perdu sa trace, mais peu après il est apparu sur l'île de Otata voisine. De toute évidence, il y est arrivé en nageant 400 m, probablement à la recherche d'une partenaire.

L'équipe de recherche a essayé en vain de l'attraper pendant les huit semaines suivantes, jusqu'à ce qu'ils aient recours à un piège avec de la viande de pingouin fraîche dans une zone identifiée par des chiens renifleurs. Après 4 mois de fuite, Razza n'a pas pu résister à ce met, et sa vie est arrivée à une fin douce.

Les responsables de l'expérience ont conclu que les méthodes normalement utilisées pour éradiquer les rats dans une population dense risquent de ne pas être efficaces sur de petits nombres. Ceci a d'importantes implications pour la conservation sur des îles protégées, puisqu'au moins 11 des îles off-shore de Nouvelle Zélande qui ont été nettoyyées de leurs rongeurs ont été ré-infestées ces 20 dernières années.

Pour plus d'information, cf *Nature* 437: 1107 (20 octobre 2005).

Les "Survivants" de Chagos

Au milieu de l'Océan Indien, à mi-chemin entre l'Afrique et l'Indonésie, se trouve l'archipel Chagos, qui s'étend sur 60 000 km² de mer mais avec une surface terrestre de seulement 60 km². L'archipel entier est en fait le Territoire britannique de l'Océan Indien, mais la plus grande île, Diego Garcia, est prêtée aux Etats-Unis comme base militaire. Les autres îles sont inhabitées car les 2000 résidents ont été forcés de partir pour l'île Maurice et les Seychelles entre 1967 et 1973.

D'ici à février toutefois, 10 personnes vont s'embarquer dans leur propre aventure de "Survivant" quand elles arriveront sur la seconde plus grande île de l'archipel, Eagle island. Au contraire du gagnant de l'émission "Koh Lanta" ["Survivant" dans les pays anglo-saxons], pas de fortune à la clé, juste l'éradication des rats noirs de l'île de 243 hectares, ce qui doublera la surface d'habitat sans rat dans l'archipel de Chagos. L'équipe va placer des appâts avec du poison anti-coagulant partout dans l'île et suivre la baisse de l'activité des rats.

Eagle Island a été identifiée comme une priorité pour l'éradication des rats dans le Plan de gestion de la conservation de Chagos, conçu en 2003, car l'île est éloignée des autres îles infestées par les rats, ce qui minimise le risque de réintroduction. Les îles de Chagos abritent des populations significatives de carets et de tortues vertes, ainsi que des oiseaux comme le fou à pied rouge, le fou masqué, et le nody marianne, et les rats sont connus pour se nourrir de tortues de mer, d'œufs d'oiseaux de mer et d'oisillons. Ils empêchent aussi la régénération des plantes natives et parfois prennent la nourriture des crabes "de noix de coco" listés par CITES.

L'organisation Faune et flore international est responsable de la mise en place du Projet de restauration écologique de Chagos, qui est fondé par le Programme environnemental des territoires d'outre-mer, le Fonds "flagship species" (des espèces phares) et le Trust de conservation de Chagos.

Plus d'informations peuvent être trouvées sur <http://www.chagosconservationtrust.org>



www.marineq.edu.au

Des bases militaires assiégées par les envahisseurs

Un rapport publié par la Fédération nationale de la vie sauvage en octobre rapporte que les espèces envahissantes sont un problème commun et grandissant pour les installations militaires partout aux Etats-Unis. *Etat de siège: les espèces envahissantes sur les terrains militaires* a été publié en coopération avec le Ministère de la défense, un des plus grands propriétaires fonciers du pays. Ses 400 installations principales couvrent 25 millions d'acres de terrain et abritent plus de 350 espèces protégées par la Loi sur les espèces menacées.

Le rapport détaille les menaces des espèces envahissantes sur les terrains militaires et comment les responsables des terrains combattent sur des installations de la Marine, de l'Armée de terre, des Marines, et de l'Armée de l'air, partout dans le pays. Les services armés n'ont pas seulement une main d'œuvre toute prête ayant besoin d'une activité

physique intense, ils emploient aussi des dizaines de biologistes et de techniciens des ressources naturelles, et ils ont développé de solides partenariats avec des organisations volontaires, des organisations de conservation et d'autres agences gouvernementales.

Une des 12 études de cas soulignées dans le rapport se focalise sur la base des Marines de Kane'ohe à Hawaii, où il a fallu 2.5 millions US\$ et 20 ans pour nettoyer 20 acres de marais de mangroves envahissantes. Le Ministère de la défense contrôle plus de 200 000 acres de terrain dans les îles Hawaïennes et a entrepris un travail de contrôle des espèces envahissantes sur plus de douze sites.

Pour obtenir le rapport complet, voir le site Internet de la Fédération nationale de la vie sauvage sur <http://www.nwf.org/news>. Pour des informations spécifiques sur les opérations à Hawaii, faites une recherche sur <http://thehonoluluadvertiser.com>.

Sites hawaïens des grands projets militaires contre les espèces envahissantes



- 1. Bâtiment militaire du Pacifique Kaua'i** MARINE
Planification en cours de l'arrachage de l'herbe à longues épines, le kiawe.
- 2. Les baraques de Schofield – Ouest O'ahu** ARMEE DE TERRE
Pose d'appâts pour les rats afin de protéger le O'ahu 'elepaio, un oiseau de forêt menacé.
- 3. La réserve militaire de Dillingham O'ahu** ARMEE DE TERRE
Participation au contrôle des herbes envahissantes dans les zones pentues qui partent de la réserve Dillingham.
- 4. La zone de formation de Kahuku O'ahu** ARMEE DE TERRE
Surveillance régulière des chemins et des routes pour identifier de nouvelles zones d'herbes, afin de les enlever avant qu'elles ne s'installent.
- 5. La zone de formation de Kawailoa O'ahu** ARMEE DE TERRE
Surveillance régulière de la route Drum pour identifier de nouvelles zones d'herbes, afin de les enlever avant qu'elles ne s'installent.
- 6. Les baraques de Schofield – Est O'ahu** ARMEE DE TERRE
Assurer un contrôle sur les grenouilles Coqui en collaboration avec d'autres agences.
- 7. Kane'ohe, Marine Corps Base Hawai'i O'ahu** LES MARINES
Les marines ont aidé à détruire les palétuviers des mares de Nu'upia, dans les zones humides, et des véhicules d'assaut amphibie sont utilisés pour creuser sous l'herbe "pickleweed", ce faisant créant des mares et des îles qui deviennent un habitat pour les oiseaux d'eau comme les échassiers Hawaïens, qui ont radicalement augmenté en nombre.
- 8. Base aérienne de Bellows O'ahu** AVIATION / LES MARINES
Contrôle des chats sauvages, des chiens, des cochons et des moustiques; surveillance de la grenouille coqui. Contrôle des palétuviers, arrachage de l'herbe *Pennisetum setaceum*.
- 9. Base aérienne de Hickam O'ahu** AVIATION
Capture de moustiques à cause du virus du Nil de l'ouest, le contrôle des moustiques, monitoring du serpent brun des arbres et des grenouilles coqui. Arrachage de la mangrove et du kiawe sur une zone marécageuse d'environ 6 acres près du Port de Hickam.
- 10. Refuge National pour la vie sauvage de Pearl Harbor O'ahu** MARINE
Les bateaux Seabees, quand ils sont disponibles, servent à nettoyer les herbes pour créer un habitat pour les oiseaux d'eaux.
- 11. Marécage de Pouhala, Pearl Harbor O'ahu** MARINE
Les marins se sont portés volontaires pour aider à arracher l'herbe "pickleweed" et les palétuviers afin de restaurer un habitat marécageux.
- 12. Kalaeloa O'ahu** MARINE
L'arrachage de l'herbe aux bisons et de koa haole a entraîné l'explosion de la plante native l' 'akoko, *Chamaesyce celastroides*, à partir des réserves de graines du sol. Les herbes non –menacées 'ilima et 'uhaloa ont aussi réagi positivement au nettoyage.
- 13. Le magasin naval Lualualei O'ahu** ARMEE DE TERRE
Deux zones d'un acre clôturées ont été construites pour exclure les animaux sauvages, et après l'arrachage d'herbes, la plante native menacée *Bonania menziesii*, et ce parent de l'hibiscus; le ko'oloa'ula, *Abutilon sandwicense*, ont fait de grands retours.
- 14. Mākua Valley O'ahu** ARMEE DE TERRE
Des clôtures afin d'exclure les chèvres sauvages. Le contrôle des herbes qui envahissent le paysage local, afin de permettre aux graines indigènes de germer et de pousser.
- 15. Zone de formation Pōhakuloa Hawai'i** ARMEE DE TERRE
Infestation par l'herbe *Pennisetum setaceum* hors contrôle. L'herbe est enlevée dans les endroits où elle est trop proche des espèces indigènes. D'autres cibles: les infestations par le banana poka et le chardon russe.



Pennisetum setaceum ou "fountain grass"



Moustique



Banana poka

Faire avancer la taxonomie marine dans l'est de l'Afrique



Récemment, un atelier s'est tenu à Mombasa au Kenya, dans le but de travailler sur le besoin de former plus de personnes en taxonomie en Afrique

de l'est, en parallèle à l'effort fait pour dresser une liste des espèces existantes, les étrangères et les natives. L'atelier, du 10 au 15 décembre 2005, était planifié et organisé par le GISP, avec un financement de l'OMI, conjointement avec l'UICN, le Centre sud-africain pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR) et l'institution hôte, l'Institut kenyan de recherche marine & sur les pêcheries (KMFRI).

Faisant suite à une formation antérieure, qui avait été organisée sous l'ombrelle de l'OMI et du Programme GloBallast en association avec le port de Mombasa, des spécialistes de l'UICN (du bureau d'Afrique de l'est), le CSIR et le Service kenyan de la vie sauvage ont organisé des

Par Adnan Awad, Programme Marin du GISP

sessions de formation sur des taxons locaux prioritaires. Ces groupes de travail, focalisés sur la vie marine et les éponges de la région, se sont appuyés sur des spécimens frais et conservés. Les 25 participants du Kenya et de Tanzanie ont pu bénéficier à la fois de la théorie des cours et des expériences pratiques en laboratoire, avec une excursion vers les plages locales pour ramasser quelques échantillons.

Des représentants du GISP et du Programme global de l'UICN ont discuté de la situation globale et des initiatives qui pourraient avoir des implications sur le travail lié à la taxonomie en Afrique de l'est. L'avenir de la collaboration régionale entre ces organisations a été exploré, en gardant à l'esprit le développement du Programme de partenariats GloBallast sous la coupe de l'OMI.

L'atelier a aussi servi à évaluer les besoins en formations supplémentaires dans la région, et les méthodes les plus appropriées pour y répondre. Une des recommandations de l'atelier est de se concentrer sur l'établissement de relations entre les chercheurs locaux et le réseau de spécialistes existant à travers le monde. Une autre recommandation consiste à chercher des moyens de soutenir les initiatives de développement pour engager de nouveaux spécialistes dans la région, ce qui servirait au mieux les intérêts locaux.

Des parasites marins introduits par des transports dans les îles du Pacifique: une stratégie régionale

On ne peut pas assez souligner combien les environnements côtiers et marins sont importants dans la vie des insulaires du Pacifique. Les Pays et les territoires des îles du Pacifique (PICTS) doivent maintenir leurs droits sur les ressources et leurs responsabilités de gestion sur plus de 30 millions de km² d'océan, soit l'équivalent de la totalité du Canada, des Etats-Unis et de la Chine combinés. La population côtière des îles du Pacifique est de 2,6 millions de personnes, ce qui signifie qu'il y a 11 km² d'océan pour chaque habitant !

Toutefois, il y a tellement de voies maritimes et de ports dans le Pacifique que cela signifie que ses îles courent un grand risque d'invasion biologique. Les parasites marins introduits (PMI) posent des menaces potentiellement sérieuses, et combinés avec l'immense valeur et importance des ressources côtières et marines pour les peuples du Pacifique, ils soulignent comme il est essentiel d'être vigilant au sujet des pénétrations maritimes.

Le Secrétariat du programme de l'environnement régional du Pacifique (SPREP) a donc développé une *Stratégie régionale sur les introductions de parasites marins dans les îles du Pacifique* (SRIMP-PAC). Le développement de la stratégie est une activité du programme de PACPOL de la SPREP, et il est financé par l'Organisation maritime internationale (OMI). Il vise en partie à assister les pays des îles du Pacifique pour la ratification et la mise en place de la

nouvelle convention de l'OMI sur la gestion des eaux de lestage (*Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de lestage et des sédiments des bateaux*). En addition au transfert d'espèces nocives par les eaux de lestage, la stratégie SRIMP-PAC vise aussi à adresser les salissures des bateaux, avec une emphase particulière sur les yachts de croisière qui sont très nombreux à visiter la région et posent un risque significatif d'introductions.

La nature transfrontalière du transport maritime et l'interconnectivité des mers et des océans imposent qu'aucun port ou aucun pays ne puisse contrôler efficacement la dissémination de PMI via les bateaux. Afin d'être efficaces, les pays doivent travailler en coopération avec à la fois leurs voisins et la communauté globale plus large afin de mettre en place des mesures harmonisées. La Stratégie SRIMP-PAC fournit un cadre de travail régional pour une coopération entre les pays et les territoires des îles du Pacifique et aussi les pays bordant le Pacifique, inclus à travers l'APEC.

La Stratégie sera aussi soumise pour approbation en 2006, au meeting intergouvernemental de la SPREP, avec une mise en place qui commencera immédiatement après.

Extrait du premier jet de la stratégie, développée par Steve Raaymakers de EcoStrategic Consultants

Un nouveau directeur pour le conseil d'administration du GISP ...



Dennis Rangi, de CAB International, a été élu Directeur au conseil d'administration du Programme global sur les espèces envahissantes (le GISP) le 13 octobre 2005. Il remplace le Dr Mark Lonsdale du CSIRO, en Australie.

Dennis est un expert du développement, riche de près de 20 ans d'expérience dans les problèmes de développement international et de gestion des connaissances scientifiques. Entomologiste de formation, Dennis est né au Kenya et est allé à l'université au Kenya et en Inde. Il est aussi expérimenté en formulation de stratégie et en développement d'entreprise. Très tôt dans sa carrière, il a eu la chance de mettre en place et de mener des formations sur de nombreux projets sur les espèces envahissantes en Afrique.

Dennis est Directeur global du développement international à CAB International et il est aussi le Directeur de CAB International Afrique. Il a travaillé dans le passé avec l'Institut international de contrôle biologique. Il a beaucoup voyagé et a représenté CABI à des meetings de haut niveau partout dans le monde. Il a par exemple pris la parole en session plénière du Sommet mondial pour le développement durable (Rio plus 10) et au Congrès de la protection de la nature de l'UICN.

Dennis est enthousiaste à l'idée de diriger le GISP, et déclare que sa nouvelle mission consiste à mobiliser des partenaires pour rendre le GISP plus fort financièrement et institutionnellement, afin qu'il soit plus capable de confronter le problème des espèces envahissantes. Son expérience en développement international et en management d'organisations, dont le succès dépend presque entièrement de bonnes relations avec les gouvernements et d'autres parties prenantes l'aideront sans aucun doute à atteindre son but.

Dennis est marié avec Alice et ils ont deux enfants.

... et le Conseil technique du GISP



Andreas Glanznig, le Conseiller senior de politique de WWF (le Fonds mondial pour la nature) Australie, a été élu comme Directeur du comité technique de conseil du GISP.

L'expertise d'Andreas est une combinaison de planning stratégique, de politique de la biodiversité, de lobbying, de programmes de renforcement de moyens et de communications, ainsi qu'une expérience de gestion et de collecte de fonds. Il a joué un rôle essentiel dans le battage autour des espèces envahissantes en Australie et il a proposé des solutions politiques plus fortes et plus ciblées pour les gérer.

Par exemple, WWF a chargé l'organisation Weeds CRC du rapport phare *Front Door Wide Open* (La porte du devant grande ouverte), qui poussait le Gouvernement fédéral d'Australie à s'engager à combler la faille dans la loi sur la quarantaine qui exposait le pays à plus de 3 000 herbes étrangères. WWF a aussi mandaté le rapport du CSIRO *Jumping the Garden Fence* (Sauter la barrière du jardin), qui soulignait le grand nombre de plantes de jardin envahissantes toujours en vente dans le commerce et a mené à des discussions fructueuses sur les solutions à ce problème.

Andreas a servi au Conseil du groupe de biosécurité australien et au Groupe national de conseil sur les plantes, et il est membre du Conseil des plantes du CRC et de la branche commerciale (Pestat) du CRC sur les animaux envahissants. Partageant ses réflexions sur le Comité technique, il a déclaré qu'il aimerait jouer un rôle "qui connecte les points stratégiques entre la connaissance technique et les solutions politiques qui permettent aux gouvernements et aux organisations de grandement réduire leur risque d'exposition aux nouveaux envahissants, et qui parviennent à de meilleurs résultats dans la gestion des envahissants existants".

Andreas est marié et a deux petits garçons pleins de vie. Quand il en a l'occasion, il aime sentir le vent sur son visage et la neige sous ses skis.

Les envahisseurs en rayons

Publications récentes sur les EEE



L'Amérique du sud envahie – Le danger grandissant des espèces exotiques envahissantes

Voilà la troisième parution du GISP sur les EEE dans différentes régions du globe. Celle-ci se focalise sur le continent sud-américain. La publication a le même format que les deux précédentes, qui étaient

consacrées à l'Afrique et à l'Asie tropicale.

L'essentiel du livret est constitué de profils d'espèces pour des plantes envahissantes, des animaux et des parasites en Amérique du Sud, et décrit leurs méthodes pour pénétrer un endroit, leurs impacts environnementaux et socio-économiques, et les méthodes utilisées pour les contrôler. Une conclusion met en évidence certaines des espèces appartenant à ce continent mais qui ont envahi d'autres endroits du globe.

Ceci n'est pas un document technique qui contiendrait un historique sur toutes les espèces envahissantes d'Amérique du Sud, mais une publication grand public, facile d'accès, qui souligne juste quelques envahisseurs sélectionnés. Elle est destinée à éveiller les consciences sur l'échelle de la portée et la diversité des espèces envahissantes chez le public, y compris les politiciens, les ministères d'Etat et le grand public.

Des copies papier, en nombre limité, peuvent être obtenues dans les bureaux du GISP au Cap, et la version électronique sera bientôt téléchargeable sur le site Internet du GISP www.gisp.org.



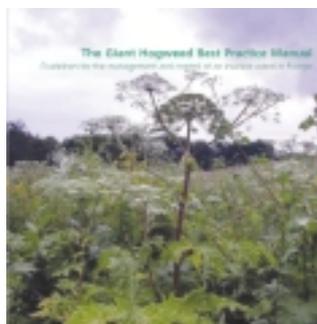
Le volume du SCOPE résume la Phase 1 du GISP

"Les Espèces exotiques envahissantes – Une nouvelle synthèse" est le rapport final de la première phase de l'action du GISP, entre 1997 et 2000, sur laquelle les autorités de plus de 30 pays ont travaillé pour examiner les invasions en tant que danger environnemental global. Le rapport rassemble des scien-

tifiques de pointe et des chercheurs impliqués dans les espèces exotiques envahissantes pour offrir un résumé complet et une synthèse des connaissances courantes sur le sujet.

L'ouvrage est le numéro 63 dans la série produite par SCOPE, le Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement, pour le compte du GISP et avec ses partenaires, CABI et UICN, l'Union mondiale pour la conservation de la nature. Edité par Harold Mooney, Richard Mack, Jeffrey McNeely, Laurie Neville, Peter Johan Schei et Jeffrey Waage, l'ouvrage est publié chez Island Press.

ISBN : 1-55963-362-X



Les meilleures pratiques de contrôle de la berce géante

La berce géante est le nom habituel d'un groupe d'espèces du genre *Heracleum* qui sont liées de près et introduites en Europe. Afin d'éviter de réprimer des espèces

indigènes comme la *H. mantegazzianum*, qui peuvent ressembler à la grande berce envahissante, il est important de savoir faire la différence entre elles. Certaines espèces, surtout de la famille des Apiacées sont parfois confondues avec la berce géante ou d'autres espèces de berce, mais ne sont pas habituellement envahissantes.

Un des résultats du Projet des exotiques géants financé par l'Union Européenne (2002-2005) auquel ont participé 37 chercheurs de 8 universités européennes et instituts de recherche, était un petit manuel à l'intention de ceux directement impliqués dans la gestion de l'herbe.

"Le manuel des meilleures pratiques pour la berce géante" fournit des informations sur autant d'aspects que possible; par exemple la biologie, l'écologie et la gestion de la berce géante envahissante en Europe, y compris la taxonomie et la génétique, le développement et la phénologie (sur les changement saisonniers et le cycle de croissance), la dynamique des populations, les interactions avec le sol, les engrais, la végétation et les changements d'utilisation de terrain et les options de contrôle.

Le manuel est disponible en anglais et en sept autres langues européennes et peut être téléchargé ou commandé sur le site web du projet www.giant-alien.dk/manual.html. ISBN : 87-7903-209-5



La lumière sur les plantes de jardin

Le commerce de l'horticulture, qui a été reconnu depuis longtemps comme voie principale pour l'introduction des EEE, a été mis en avant dernièrement avec la production d'une gamme de produits destinées à provoquer une prise de conscience au sujet des plantes de jardin envahissantes.

Un poster coloré intitulé "Alerte aux jardiniers" et disponible auprès du GISP et de la Défense de l'environnement montre une sélection de plantes envahissantes dans le monde, et enjoint aux jardiniers de faire de leur possible à leur sujet.

En Australie, le Centre de recherche coopératif australien pour la gestion des herbes a lancé un nouveau site Internet pour attirer l'attention sur les plantes de jardin, qui sont la source d'environ 65 pour cent des nouvelles invasions de plantes en Australie. Plus de 3000 espèces de plantes se sont apparemment échappées de parcs et de jardins, et un tiers d'entre elles causent des problèmes dans le bush indigène. Le site web des Jardins amis du bush offre une carte sur laquelle on peut cliquer et qui divise le pays en 22 régions, basées sur les zones climatiques habituellement utilisées par l'horticulture. Pour chaque région, les amateurs de jardin peuvent trouver quelles plantes ils devraient enlever de leurs jardins complètement, lesquelles devraient être évitées et celles qui doivent rester sous contrôle strict. Le site web est <http://www.weeds.crc.org.au/bushlandfriendlygardens>

Au Royaume Uni, le Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) a publié un Code de pratiques en mars 2005 qui donne des conseils et des directives sur l'utilisation sûre, le contrôle et les manières de se débarrasser de plantes envahissantes non indigènes pour tout ceux impliqués dans l'horticulture ou les autres activités touchant les plantes. C'est le premier d'une série de Codes de pratiques qui doit être développée pour chacun des secteurs qui fournit aux espèces exotiques une voie d'entrée en Grande Bretagne. Le texte complet du Code est visible sur <http://www.defra.gov.uk/wildlife-countryside/non-native/index.htm>

Une version du Code de l'horticulture a été publiée en juin 2005 et est disponible sur www.scottishexecutive.gov.uk/invasivespecies.

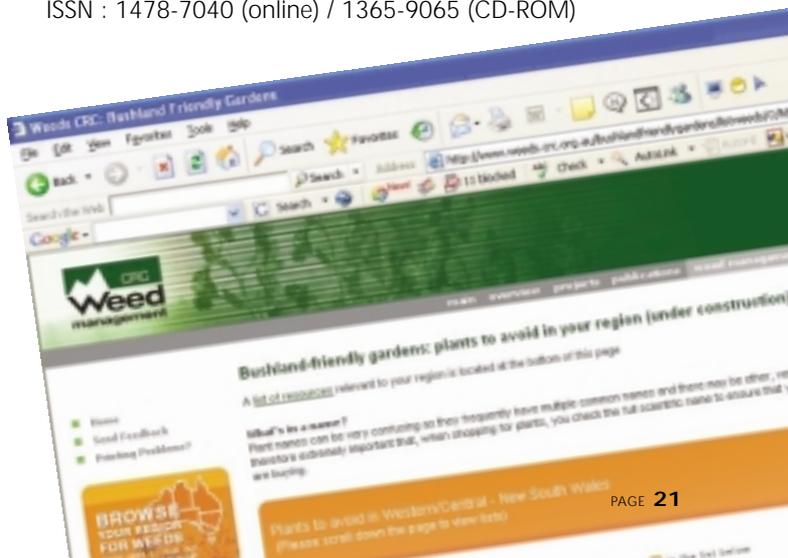
Plus d'EEE dans le compendium sur la protection des récoltes 2005

L'édition 2005 du compendium sur la protection des récoltes a été publiée sur CD-ROM en juillet et sur Internet en août. Elle contient de nombreuses nouvelles fiches explicatives et des mises à jour sur les espèces envahissantes importantes pour l'agriculture et la foresterie. Le nombre de fiches explicatives sur les plantes et les parasites qui ont été demandées par des experts, modifiées par CABI, et vérifiées par des spécialistes atteint désormais 2 360. Pendant les deux dernières années, 488 nouvelles fiches explicatives ont vu le jour et 300 existantes ont été revues totalement.

Toutes les fiches explicatives détaillées incluent des sections sur la taxonomie, sur la gamme d'hôtes possible, la distribution, les symptômes, la morphologie, la détection et l'inspection, la biologie et l'écologie, les méthodes de mouvement et de dispersion, l'impact, les ennemis naturels, la signification phytosanitaire, le contrôle et les références, plus les cartes et des illustrations couleurs. De plus, les fiches explicatives comptent désormais certaines nouvelles sections contenant des informations telles que l'histoire de l'introduction, de la dissémination, un résumé de l'agressivité, l'habitat, avec plus de détails inclus dans la liste de distribution pour indiquer si une espèce est indigène, introduite et envahissante. Pour les plantes, on trouve un résumé des risques et des impacts. Une nouvelle section bibliographique sur les EEE a été créée, et inclut des synthèses et des études de cas sur, par exemple, la terminologie, l'évaluation du risque des herbes et l'impact et la gestion des EEE.

D'autres nouveautés récentes incluent une nouvelle clé d'identification des espèces d'herbes dans le compendium, qui a été conçue avec le logiciel Lucid produit par l'Université du Queensland, et des options de recherche plus puissantes qui ont été ajoutées à la version CD. Le module PRA, qui fournit un cadre de travail pour l'analyse des risques de parasites selon les lignes directives internationales, continue d'être mis à jour.

Plus d'informations au sujet du compendium sur la protection des plantes, y compris un essai gratuit y est disponible sur <http://www.cabi.org/compendia/cpc/index.htm> ISSN : 1478-7040 (online) / 1365-9065 (CD-ROM)



Dates importantes des manifestations des EEE

8ème COP de la CBD

Le 8ème meeting de la Conférence des parties de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) aura lieu à Curitiba, au Brésil, du 20 au 31 mars 2006. Un des problèmes abordés sera les lacunes et les illogismes des régulations du cadre international de lutte contre les envahisseurs. Le sujet des EEE tiendra sans doute un rôle essentiel dans les discussions sur la bio-diversité insulaire, car il a été décidé qu'il nécessitait une réflexion en profondeur.

Parmi les problèmes stratégiques qui doivent être examinés, figurent la contribution de la CBD à certains Objectifs de développement du Millénaire et les implications des conclusions de l'Evaluation de l'écosystème du Millénaire.

2006 ICAIS

L'US Geological Survey accueillera la 14ème Conférence internationale des espèces envahissantes aquatiques (ICAIS), à Key Biscayne, en Floride, du 14 au 19 mai. Cette série de conférences est devenue le forum international le plus complet pour y revoir la somme des connaissances scientifiques, la présentation des dernières recherches sur le terrain, l'introduction de nouveaux développements technologiques pour la prévention, le suivi et le contrôle, la discussion de mesures, de législations, d'éducation du public et d'initiatives destinées à toucher le grand public, afin de provoquer une prise de conscience sur les impacts des envahisseurs marins et empêcher de nouvelles introductions. La conférence accueille en général plus de 400 participants de 30 pays.

Les événements à venir concernant les EEE

DATE	ÉVÉNEMENT	LIEU	COORDONNÉES ET DÉTAILS
2006			
13-16 février	Société d'Aquaculture mondiale, Aquaculture Amérique '06	Las Vegas, Nevada	http://www.was.org/main/Default.asp
26 février - 3 mars	7ème Semaine des herbes envahissantes annuelle nationale	Washington DC, USA	http://www.nawma.org/niwaw/niwaw_index.htm
7-9 mars	23ème Conférence allemande sur la biologie et le contrôle des herbes	Stuttgart-Hohenheim, Allemagne	http://www.uni-hohenheim.de/herbologie/UKT/callforpapers.htm
13-17 mars	3ème meeting de la Conférence des parties, servant comme meeting des Parties au Protocole de Carthagène sur la biosécurité	Curitiba, Brésil	http://www.biodiv.org
14-16 mars	Meeting annuel de la Société occidentale de la science des herbes	Sparks (Reno), Nevada, USA	http://www.wsweedsociety.org/meeting/meeting.asp
16-18 mars	2006 Symposium international sur les agents pathogènes nés dans l'eau (ISWP)	Atlanta, Georgia, USA	http://www.awwa.org/conferences/pathogens/
19-22 mars	Conférence internationale sur les maladies infectieuses émergentes 2006	Atlanta, Georgia, USA	http://www.cdc.gov
20-31 mars	8ème Meeting de la Conférence des parties à la Convention sur la biodiversité	Curitiba, Brésil	http://www.biodiv.org
22-24 mars	Symposium international sur les zoonoses émergentes. Un partenariat médical et vétérinaire aborde des challenges globaux.	Atlanta, Georgia, USA	http://www.isezconference.org/home.htm
2-8 avril	12ème Meeting du conseil dirigeant de l'organe d'information sur la biodiversité globale (GBIF)	Le Cap, Afrique du Sud	http://www.gbif.org/
3-5 avril	Gestion intégrée des parasites dans les graines oléagineuses	Université de Göttingen, Germany	http://www.symposium-ipm-oilseed-rape.de/

LES HERBES SANS FRONTIÈRES 2006

Cette année, la conférence des Herbes sans frontières (Weeds Across Borders) se tiendra à Hermosillo in Sonora, au Mexique, du 25 au 28 mai. Elle sera organisée par le Comité fédéral inter-agences américain pour la gestion des herbes nocives et exotiques (FICMNEW) avec le soutien de l'Administration des autoroutes fédérales (du Ministère des transports) (FHWA), qui porte un grand intérêt aux plantes exotiques puisque les autoroutes sont un de leurs vecteurs préférés de dissémination. La conférence vise à créer une co-opération à travers les frontières locales, d'états et fédérales en Amérique du Nord.

Certains des thèmes qui seront abordés:

- Recherche appliquée sur la prévention, le contrôle et la gestion des plantes envahissantes
- Une restauration écologique réussie après un contrôle de plantes
- Les meilleures pratiques de gestion jusqu'à présent
- Le statut de la base de données des envahisseurs nord-américains
- Des exemples de partenariats transfrontaliers
- Les espèces envahissantes et le feu
- L'implication du public et les espèces envahissantes
- Agriculture, bétail, horticulture et les espèces envahissantes
- L'avenir ?

Les documents discutés seront publiés dans une édition spéciale du *Boletín de la Sociedad Botánica de México* revu par les experts.

DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	COORDONNÉES ET DÉTAILS
3-6 avril	6ème Symposium international sur la grippe aviaire	Cambridge, Royaume-Uni	http://www.oie.int/eng/en_index.htm
3-7 avril	Commission intérim de l'IPPC pour les mesures phytosanitaires – 8ème session	Rome, Italie	http://www.ippc.int/IPP/En/default.htm
4-6 avril	5ème Symposium national de l'IPM, "Tenir une promesse"	St. Louis, Missouri, USA	http://www.ipmcenters.org/ipmsymposium/
1-5 mai	Formation courte sur le contrôle des herbes aquatiques 2006	Coral Springs, Floride	http://conference.ifas.ufl.edu/aw/index.html
9-13 mai	Société AQUA - l'aquaculture du monde -2006	Florence, Italie	http://www.was.org/main/Default.asp
14-19 mai	14ème Conférence internationale sur les espèces envahissantes aquatiques	Key Biscayne, Floride	http://www.icaais.org
25-28 mai	Herbes sans frontières - Conférence 2006	Hermosillo, Mexique	http://www.desertmuseum.org/borderweeds/
19-25 juin	Congrès botanique d'Amérique Latine	Saint Domingue, République Dominicaine	Brian Boom, bboom@nybg.org
24-28 juin	20ème Meeting annuel de la société pour la biologie de conservation	San Jose, Californie, USA	http://www.conservationbiology.org/2006
3-7 juillet	Meeting du groupe de travail de l'IUFRO sur les EEEE et les échanges internationaux	Radom, Pologne	http://iufro-down.boku.ac.at/iufro-net/d7/wu70312/ev70312.htm
9-13 juillet	Au delà des frontières: Rouille des arbres de la forêt d'une perspective globale	Lake Tahoe, Californie, USA	http://www.ndsu.nodak.edu/instruct/walla/China-IUFRO/2006Announcement.html
10-14 juillet	11ème Conférence internationale sur les bactéries pathogéniques des plantes	Edinburgh, Royaume-Uni	http://www.csl.gov.uk/contact/acppb.cfm
17-21 juillet	4ème Symposium international sur la flétrissure bactérienne	York, Royaume Uni	http://spcs.org.uk/ibws/form.htm

DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	COORDONNÉES ET DÉTAILS
30 juillet - 5 août	15ème Congrès international de l'Union internationale pour l'étude des insectes sociaux	Washington DC, USA	http://www.iussi.org/IUSSI2006.html
9 - 10 août	Meeting annuel du conseil mid-Atlantique des parasites de plantes exotiques	Morristown, New Jersey USA	http://www.ma-eppc.org/
27-30 août	Aquaculture australasienne 2006	Adélaïde, Australie du sud	http://www.was.org/meetings/WasMeetings.asp
10-15 septembre	7ème Symposium international sur les téphrites d'importance économique	Salvador, Brésil	http://www.fruitfly.com.br
24-28 septembre	15ème Conférence sur les herbes australienne: Gestion des herbes dans un climat changeant	Adelaide, Australie	http://www.plevin.com.au/15AWC2006/
27-29 septembre	4ème Conférence européenne sur les invasions biologiques : NEOBIOTA – de l'écologie à la conservation	Vienne, Autriche	http://www.umweltbundesamt.at/neobiota
9-11 octobre	OIE Conférence globale sur la santé des animaux aquatiques	Bergen, Norvège	http://www.oie.int/eng/Norway2/home.htm
9-12 novembre	Conférence sur le changement environnemental de la Science ouverte globale ESSP	Pékin, Chine	http://www.essp.org/ESSP2006
21-24 novembre	18ème Conférence pour la commission régionale de l'OIE pour les Amériques	Florianopolis, Brésil	http://www.oie.int/eng/en_index.htm
2007			
26 février - 2 mars	Aquaculture 2007	San Antonio, Texas, USA	http://www.was.org/meetings/WasMeetings.asp
18-21 juin	14ème Symposium de la société de recherche européenne sur les herbes	Hamar, Norvège	http://www.ewrs.org
1-5 juillet	21ème Conférence annuelle de la société biologique pour la conservation	Port Elizabeth, Afrique du Sud	http://www.conbio.org/2007
17-21 septembre	9ème Conférence Internationale sur l'écologie et la gestion des invasions des plantes envahissantes (EMAPI9)	Perth, Australie	http://www.congresswest.com.au/emapi9/
octobre	21ème Conférence de la société de la science des herbes de l'Asie Pacifique (APWSS)	Colombo, Sri Lanka	http://peaches.nal.usda.gov/insp/conf.asp
15-18 octobre	16ème Congrès de la protection internationale des plantes	Glasgow, Royaume Uni	http://www.bcpc.org/iapps2007/

Cette liste a été gracieusement dressée par le Dr. Richard Orr, Directeur assistant du Conseil pour la réglementation internationale et la prévention des espèces envahissantes, Washington, DC. Vous pouvez le contacter à l'adresse: 1849 C Street, NW, Washington, DC 20240, ou lui téléphoner au (202) 354-1882, Fax (202) 371-1751, ou lui adresser un email à l'adresse Richard_orr@ios.doi.gov.

Vous pouvez demander un abonnement gratuit à la liste d'envoi de courriers électroniques sur laquelle les listes de manifestations EEE mises à jour sont distribuées de façon mensuelle. Vous êtes également invités à communiquer au Dr. Orr toutes informations concernant les événements à venir sur les EEE pour qu'ils soient inscrits sur cette liste.

Le secrétariat du Programme mondial sur les espèces envahissantes a été sponsorisé en priorité par les généreuses contributions de la Banque mondiale à travers le Programme de partenariat de la Banque des Pays-Bas, le Fonds de subventions pour le développement, et le Fonds global pour l'environnement.

Nous remercions chaleureusement ces organisations et tous les autres qui nous ont aidé pour leur soutien, leur collaboration et leur engagement.



GISP

GISP, South African National Biodiversity Institute

Private Bag X7, Claremont 7735

Cape Town, Afrique du Sud

Situé au Jardin Botanique national de Kirstenbosch

Rhodes Drive Claremont, Cape Town, Afrique du Sud

Tel: +27 (0)21 799 8836 • Fax: +27 (0)21 797 1561

Courriel: gisp@sanbi.org • Web: www.gisp.org